



Dans le cadre du cycle de rencontres « **L'immigration** » et nous qu'elle organise en partenariat avec le Centre d'histoire sociale du XXe siècle (Université Paris 1), l'ARDEVA Île-de-France vous invite à échanger sur :

Le peuple d'Île-de-France, histoire et mémoires d'un peuple de migrants (volet 2)

le lundi 22 juin 2009 de 9h30 à 12h30

Avec Claude Pannetier, historien, CNRS (Centre d'histoire sociale du XXe siècle)

à l'Espace Jemmapes
116, quai de Jemmapes 75010 Paris (métro Gare de l'est)

À partir de son travail sur le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, mouvement social, dit « Le Maitron », Claude Pannetier abordera la question de l'histoire des itinéraires militants, dont ceux issus de l'immigration. Écrire une biographie, recueillir un récit de vie, permet de s'interroger sur les histoires singulières et personnelles des individus mais également les parcours collectifs des acteurs du mouvement social. Quelle place prend la mémoire dans cette histoire ? Dans un contexte de multiplication des projets associatifs menés autour de la mémoire (notamment de l'immigration) l'intervention pointera les enjeux déontologiques et méthodologiques posés par mémoire et histoire, afin de réfléchir aux implications que les pratiques des acteurs associatifs peuvent avoir sur les territoires, ainsi que sur les personnes porteuses de ces mémoires.

Cette rencontre s'adresse :

- aux acteurs bénévoles et professionnels des réseaux de l'ARDEVA ;
- aux acteurs franciliens engagés sur des projets portant sur l'histoire et la mémoire et l'immigration (collectivités territoriales, artistes, associations, syndicalistes...);
- aux chercheurs s'intéressant à ces problématiques (historiens, sociologues, sciences de l'éducation, philosophes...).

Un apéro convivial clôturera la matinée.

Présentation du cycle « L'immigration » et nous :

L'Île-de-France a toujours été une terre d'immigration. La population actuelle est le produit de vagues successives d'installations depuis le XIXe siècle. Loin de constituer une difficulté ou un obstacle à franchir, cette histoire à la fois collective et faite de trajectoires individuelles constitue une richesse sur laquelle les acteurs régionaux, qu'ils soient élus, syndicats, associations... doivent pouvoir prendre appui pour construire le présent et l'avenir de la région.

On constate depuis plusieurs années que de nombreuses associations mènent avec la population des actions basées sur une volonté de sensibiliser à la mémoire de l'immigration afin de valoriser cette mémoire.

Leurs objectifs proviennent d'inspirations diverses :

- rendre leur dignité aux habitants ;
- contrer une « histoire officielle » qui aurait oublié de prendre en compte des pans de la population ;
- reconnaître et valoriser des parcours migratoires ;
- laisser une trace humaine alors même qu'on détruit le bâti...

L'approche des associations d'éducation populaire s'inscrit dans un projet politique global de transformation sociale. Or ce projet global n'est pas l'apanage des seuls acteurs associatifs. L'intervention des associations d'éducation populaire rejoint ici l'action de collectivités territoriales, d'acteurs du monde du travail, d'associations spécialisées sur les questions de migration, de chercheurs, d'artistes, de praticiens... Dans un contexte de crispation des politiques migratoires, de stigmatisation et d'exclusion croissante sous couvert de référence à l'intégration et à l'identité nationale, il est plus que jamais nécessaire de décloisonner les interventions critiques pour enrichir les démarches de chacun et favoriser les convergences alternatives. Car loin de ne concerner que les migrants ou leurs enfants, l'histoire et la mémoire de l'immigration concernent la société française toute entière.

Ces rencontres ont pour objet :

- d'offrir un lieu d'échange et de décloisonnement entre les participants ;
- de permettre de mutualiser les expériences ;
- de proposer un appui méthodologique concernant la question de la mémoire de l'immigration en Île-de-France.

Six rencontres sont prévues en 2009 et 2010.

Comité de pilotage : Florence Durieux (REMPART ÎdF), Olivier Gardelli (MJC en ÎdF), Marie Hatet (ARDEVA), Nelly Lopez (MJC en ÎdF), Corinne Morelli (Coordination régionale des Fédérations de centres sociaux), Sylvie Rab (ARDEVA), Françoise Tétard (CNRS), Jean-Pierre Weyland (CEMÉA).

L'ARDEVA ÎdF, Association régionale pour le développement de la vie associative, est une coordination qui rassemble 29 réseaux associatifs franciliens partageant la démarche d'éducation populaire. Chacun de ses réseaux est lui-même constitué de multiples associations locales implantées dans les territoires au plus près des préoccupations des habitants. À travers des actions multiples, ces associations, composées de militants bénévoles et salariés, contribuent à développer des pratiques citoyennes et à promouvoir l'accès au droit et à la citoyenneté, l'égalité entre les personnes et l'émancipation des femmes et des hommes.

Le Centre d'histoire sociale du XXe siècle est une unité mixte de recherche de l'Université Paris 1 et du CNRS. Une des principales originalités du Centre est la volonté de faire une histoire qui s'ouvre à la collaboration ou à la confrontation avec les acteurs sociaux. Non une histoire militante, mais une histoire qui s'enrichit du militantisme. Le Centre travaille en relations avec les syndicats et plus largement avec nombre de forces sociales et politiques, du champ des politiques urbaines à celui des associations ou des politiques sociales. Toujours avec le même souci d'une compréhension mutuelle sans concessions.